



Zika : "Au Brésil, on va vers une augmentation des avortements clandestins"

Par Stéphanie O'Brien | Le 08 février 2016

Entre les risques de microcéphalies chez les nouveau-nés, les inégalités dans l'accès aux contraceptifs et la quasi impossibilité d'avorter en sécurité dans de nombreux pays d'Amérique du Sud, les femmes les plus vulnérables sont-elles doublement victimes du virus Zika ? Entretien avec Maria Beatriz Galli Bevilacqua, avocate brésilienne et représentante en Amérique latine de l'ONG pro-avortement Ipas.

En continuant à naviguer sur ce site, vous acceptez l'utilisation des cookies afin de réaliser des statistiques d'audiences et vous proposer des services et une offre adaptés à vos centres d'intérêts. **En savoir plus/paramétrer**

congénitales dues à l'épidémie Zika, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme recommande de légaliser l'IVG. Or, en Amérique latine 97% des femmes ne peuvent pas avorter légalement. Qu'attendez-vous du gouvernement brésilien ?

Beatriz Galli Bevilacqua.– Face à l'urgence de la situation causée par Zika, je pense que le Brésil doit fournir aux femmes un accès immédiat à l'avortement sécurisé, lorsque celles-ci ne veulent pas poursuivre leur grossesse. Cela devrait faire partie du protocole de traitement de l'épidémie Zika afin de répondre à l'absence actuelle de solutions.

Comment l'État brésilien gère-t-il la crise sanitaire provoquée par le virus Zika ?

Un protocole de soins a été lancé par le gouvernement mais on voit bien que le système de santé n'est pas suffisamment organisé, ni préparé à gérer une telle crise. L'État n'apporte pas de solution concernant la contraception, ni l'éducation sexuelle pour empêcher les grossesses non désirées. Il n'y a aucune mesure spéciale pour permettre aux femmes d'avorter en sécurité. Elles sont considérées comme des mères qui procréent et soignent, pas comme des personnes autonomes capables de gérer leur sexualité et leur reproduction.

Est-ce que Zika vous offre l'occasion de relancer ces sujets dans le débat public ?

Tout à fait, c'est une bonne opportunité pour ouvrir le débat sur les questions négligées que sont la sexualité et les soins concernant la reproduction. C'est aussi le moment d'aborder le sujet des discriminations au travers des lois qui criminalisent l'IVG et qui mettent la vie des femmes en danger.

Connaissez-vous l'ONG Women on Web (1) qui propose d'envoyer gratuitement des pilules abortives aux femmes d'Amérique latine ? Pensez-vous que c'est une bonne solution en attendant la légalisation de l'avortement ?

Je ne peux pas commenter la stratégie de cette association car je n'en connais pas le détail. En fait, chaque pays est un cas particulier avec des spécificités qui doivent s'inscrire dans une stratégie globale. Les pouvoirs locaux et la société civile doivent aussi prendre part aux mouvements nationaux qui existent déjà, cela aurait davantage d'impact.

Le Brésil, pays le plus touché par l'épidémie

Avec plus de 404 cas de bébés nés avec une microcéphalie depuis octobre au Brésil et 3670 autres cas suspects associés au Zika, contre 147 confirmés sur l'ensemble de l'année 2014, le Brésil, pays le plus touché par le virus, est au centre de l'alerte sanitaire mondiale décrétée cette semaine par l'Organisation mondiale de la santé. (Source AFP)

Cette association comme d'autres ne peut pas agir au Brésil car l'État interdit formellement la commercialisation et donc l'achat sur Internet de traitements destinés à l'avortement chimique.

Qu'en pensez-vous ?

Le Brésil est probablement le pays où la législation sur le Misoprostol (2) est la plus stricte. Il est interdit d'en vendre dans les pharmacies, il n'est utilisé que dans les hôpitaux. Les informations concernant l'utilisation du Misoprostol ne peuvent être diffusées que dans le cadre de forums scientifiques. Pourtant, des études ont démontré que 50% des avortements illégaux sont pratiqués avec du Misoprostol acheté de façon illégale et parfois dans des situations dangereuses. Au Brésil, les femmes qui tentent de s'en procurer via Internet peuvent être poursuivies par la police fédérale.

Est-ce que vous craignez de voir les avortements illégaux augmenter de façon inquiétante ?

C'est sûr que cela risque d'arriver dans les pays où les lois sur l'avortement sont très restrictives. Dans ces pays, les femmes atteintes par le virus Zika vont avoir recours à des solutions dramatiques pour mettre un terme à leur grossesse. Au Brésil, on estime qu'il y a près de 900.000 avortements non sécurisés chaque année. Mais on ne peut pas certifier ces chiffres puisque l'avortement est illégal.

Dans le cas de Zika, l'avortement est essentiellement préventif puisqu'il est difficile de détecter si l'on est atteinte par le virus et qu'il faut attendre l'échographie du troisième trimestre pour vérifier si le fœtus présente des risques de microcéphalie. Cette situation complexe ne crée-t-elle pas la confusion parmi les populations les plus défavorisées ?

Non, je pense que nous nous battons aujourd'hui pour que les femmes aient accès un service de santé dédié au contrôle des naissances qui comprend la contraception, la pilule du lendemain, l'interruption volontaire de grossesse sécurisée et les soins. Nous voulons un système de santé qui ne discrimine plus les femmes et qui respecte leur choix et la confidentialité du parcours de soins. Les informations sur les méthodes de prévention, sur le dépistage précoce du virus Zika en cas de grossesse et sur les risques pour le fœtus doivent être disponibles et garanties dans tous les pays d'Amérique latine. Cela permet aux femmes de choisir de façon consciente et éclairée. On doit aussi leur donner les moyens d'assumer leur choix, surtout dans les zones défavorisées où la population est davantage exposée au virus Zika et où les services de santé font défaut.

L'organisation non gouvernementale Ipas a été fondée en 1973 dans le but de prévenir les décès et maladies dues aux IVG non sécurisées. Elle défend le droit des femmes à interrompre leur grossesse en toute légalité et en sécurité.

(1) L'ONG Women on Web offre un service d'avortement

médicamenteux à distance par l'envoi d'un traitement composé de Mifépristone et de Misoprostol. L'envoi en général payant est conditionné par un questionnaire soumis à l'appréciation d'un médecin conventionné.

(2) Combiné au Mifépristone, le Misoprostole est utilisé pour des IVG médicamenteuses.

À lire aussi :

Virus Zika : un moustique va-t-il rendre légal l'avortement en Amérique latine ?

Avortement : les femmes témoignent sur Internet

IVG : l'intégralité des actes bientôt remboursée

Tags : avortement, Santé, Brésil, contraception, sexualité, Amérique du Sud



À PROPOS DE L'AUTEUR

Stéphanie O'Brien

Journaliste chargée de la production vidéo au "Madame Figaro", j'aime saisir l'air du temps et comprendre ce qui bouge dans notre société.

Suivez-moi sur Twitter : MissO_inParis

SES DERNIERS ARTICLES

Couple Cahuzac : infidélité, vengeance et fraude fiscale

Zika : "Au Brésil, on va vers une augmentation des avortements clandestins"

Enfant criminel, parents à perpétuité

© Madame Figaro

Share this selection

- Tweet
-